

# N'ayez pas peur. L'immigration massive des « riches » n'aura pas lieu

**Depuis des décennies la France s'est spécialisée dans l'exportation de BAC +7 et l'importation de BAC -15.** Malgré le nombre très élevé d'économistes distingués, payés par l'Etat directement ou indirectement, personne n'est pourtant capable de mesurer les conséquences économiques d'une telle stratégie. Pas même le « Conseil Stratégique de l'Attractivité » lancé en 2013 par François Hollande.

On ne peut donc qu'essayer de regrouper des informations pas toujours vérifiables.

## **Tondre « les riches » ne permet pas d'améliorer le sort des plus pauvres**

**En 2015, la France aurait été le pays au monde qui a compté le plus de départs** de millionnaires avec environ 10 000 départs pour raisons fiscales. En 2013, 714 redevables de l'ISF se seraient installés à l'étranger contre 620 en 2012. La destination principale était la Suisse (19%), le Royaume Uni (16%), la Belgique (13%), les Etats Unis (6%). L'ISF aurait coûté 0,3% de croissance sur la période 1997-2009, ce qui représenterait 500 000 emplois perdus. D'après d'autres estimations, 20 000 chefs d'entreprise se sont expatriés sur la période, ce qui aurait représenté une perte de capital productif de 300 Md€ en douze ans et ce qui explique largement notre déficit en PME par rapport à l'Allemagne.

**Aujourd'hui plus de 300 000 foyers fiscaux payent l'ISF.** Malgré tous les chiffres accablants que l'on peut trouver sur le sujet, plus de 67% des français ne souhaitent pas sa suppression. Pourtant avec les taux zéro l'ISF est devenu totalement démotivant pour ceux qui le payent.

Cet impôt qui se surajoute à tous ceux qui existent déjà, exonère les collectionneurs de tableaux anciens et frappe désormais le cadre moyen qui à force de travail et d'épargne a réussi à acheter par exemple un appartement de 4 pièces à Paris pour espérer le transmettre à ses enfants. La suppression de l'ISF pouvait faire espérer que les 800 industriels français qui quittent le pays chaque année et qui ont emporté avec eux hors du territoire pas moins de 200 Md€ recommencent à espérer dans leur pays d'origine et décident d'y investir de nouveau. Cela arrêterait l'hémorragie de fortunes et de cerveaux qui entraîne chaque année un manque à gagner de 7 à 8Md€ pour l'Etat et donnerait un signe de confiance à ceux qui entreprennent, qui osent, qui prennent des risques, qui croient au capitalisme familial et qui ont le souci du long terme. L'ISF a été maintenu pour l'immobilier au nom de ce qu'il serait un investissement non

productif !

**Il faudrait au contraire cesser de tirer sur les propriétaires immobiliers.** Depuis sa nomination le gouvernement a concentré un tir nourri de mesures sur les propriétaires de biens locatifs en multipliant les contraintes. Si ce tir n'est pas rectifié, les investisseurs privés finiront par désertir complètement le marché où la demande reste très forte.

### **La fiscalité des revenus et du capital est dissuasive**

En 2013, 46 896 redevables de l'impôt sur le revenu se sont installés à l'étranger contre 34 524 en 2012 soit une augmentation de 36%. Leur revenu fiscal de référence moyen était de 50 000€ contre 25 000€ pour l'ensemble des foyers fiscaux. Parmi ces contribuables, 84 avaient un revenu supérieur à 1,2M€, 115 supérieur à 1M€, 179 supérieur à 700 000€, 659 supérieur à 300 000€ et 3700 supérieur à 100 000€.

**Deux ans de matraquage fiscal réalisé par François Hollande** ont encore aggravé la situation. Avec le gel du barème de l'impôt, en deux ans les ménages ont vu leur facture fiscale augmenter de 13 Md€....le nouveau coup de rabot au quotient familial ramené de 2336 € à 2000€ par demi part, l'augmentation des taxes sur les plus values immobilières, la contribution sur les hauts revenus, la contribution exceptionnelle ISF qui a vu 8010 ménages voir leur impôt dépasser 100% de leurs revenus, la tranche d'impôt sur le revenu à 45%. Pour les ménages les plus modestes il y a eu la refiscalisation des heures supplémentaires à partir d'août 2012, la hausse de la redevance télévision, de la fiscalité sur le tabac et des taxes sur la bière...

**Le conseil des Prélèvements Obligatoires** indiquait qu'en 2010 les 10% de foyers les plus riches en France avaient contribué à 65% de l'impôt brut et à 74% de l'impôt net. Notre modèle social est payé en grande partie par les hommes et les femmes que l'on montre du doigt. On voit mal comment en décourageant ceux qui ont le plus de chances de créer des emplois et des richesses on peut rendre l'économie plus dynamique et plus efficace. En Grande Bretagne avant l'arrivée de Maggie Thatcher le taux maximal de l'impôt sur le revenu était de 85%. Le pays était aussi le plus pauvre d'Europe !

**Au total, l'exil fiscal concernerait 100 000 français** sur les deux millions vivant à l'étranger. Cela représenterait un manque à gagner de recettes fiscales de 10Md€ par an et un stock de capital de 50Md€. Parmi ceux qui sont souvent cités dans les magazines on relève les noms suivants : en Belgique une partie des familles Mulliez (Auchan) et Defforey (Carrefour), Bernard Darty (fondateur de Darty) Paul Georges Despature (Damart), Denis Payre (fondateur de Business Objects), Jacques Tajan (Commissaire Priseur), Eric Emmanuel Schmitt (écrivain).

En Suisse : Antoine Zacharias (Vinci), Jean Louis David, Benjamin de Rothschild, Eric Guerlain, Michel Lacoste, Daniel Hechter, les frères Wertheimer (Chanel), Castel, Lescure (SEB), Bich, Taittinger.

La Belgique compte environ 60 000 exilés français pour des raisons fiscales sur 110 000 expatriés inscrits volontairement au Consulat. En Suisse, Sur les 5500 fortunes étrangères imposées au forfait 2000 sont d'origine françaises avec 44 exilés français qui figurent parmi les 300 premières fortunes suisses.

### **Les entreprises sont aussi mal traitées**

**Le taux de prélèvement obligatoire sur les entreprises** est le plus élevé d'Europe, supérieur de plus de 5 points au taux moyen européen et de 7 points au taux allemand, qu'il s'agisse d'impôts sur les sociétés, de cotisations sociales ou de taxes diverses. Il en résulte des marges bénéficiaires et des profits plus faibles, un autofinancement des investissements réduit et une faible attractivité du territoire français pour la localisation d'activités industrielles.

**Les entreprises françaises ne sont pas riches mais exsangues.** Quand on retire les 120 premières entreprises françaises des plus de trois millions d'entreprises opérant sur notre territoire, ces dernières ont des taux de marge sur chiffre d'affaires et de rendement sur capitaux investis moitié plus faible qu'en Allemagne. Les classes politiques et médiatiques sont aveuglées par les profits que les entreprises du CAC 40 réalisent hors de France.

**L'impôt sur le capital** est trois fois plus élevé en France qu'en Allemagne. Le capital supporte en France une très forte taxation qui touche particulièrement le secteur productif. Le drame en France c'est qu'on veut que les français consomment mais on laisse filer la production. On a

instauré un Ministère du Redressement Productif pour aller sauver quelques entreprises en faillite, mais en même temps on a écrasé d'impôts celles qui fonctionnaient encore, ce qui revient au bout du compte à préparer les faillites de demain.

## **Le macronisme fiscal est de gauche**

**Les assujettis à l'ISF pensaient que cet impôt allait être supprimé.** Malheureusement, le conseiller du président Macron, Jean Pisani-Ferry, (ancien numéro 1 de France Stratégie) n'aime pas l'immobilier. Il est largement à l'origine de la nouvelle version de l'ISF : l'impôt sur la fortune immobilière.

**Fabrice Lengart le Commissaire général adjoint de France Stratégie** est d'ailleurs le dernier à s'être manifesté. Il vient de produire une note préconisant ni plus ni moins qu'une partie de la propriété des terrains construits soit transférée à l'Etat. Ce rapport qui n'a rien à envier aux idées les plus avancées du collectivisme soviétique, écrit que «La soutenabilité d'une dette publique excessive pourrait être crédibilisée en rééquilibrant comptablement le bilan patrimonial de l'Etat par la voie d'un transfert d'actifs depuis le bilan des agents économiques privés résidents, ce transfert étant assimilable à un impôt exceptionnel sur le capital. Concrètement, une façon de procéder consisterait en ce que l'Etat décrète qu'il devient copropriétaire de tous les terrains construits résidentiels, à hauteur d'une fraction fixée de leur valeur, et que ce nouveau **droit de propriété** soit désormais incessible". Devant une telle stupidité, le premier ministre a heureusement fait part de son désaccord avec cette note.

**Les actionnaires se réjouissaient de la mise en place d'une « flat tax »** sur les revenus et les plus values boursières. Il s'agissait de remplacer l'ensemble des prélèvements sur le capital (impôt sur le revenu, contribution sociale et impôt sur le patrimoine) par un seul prélèvement forfaitaire de 30% sur les revenus du capital, de supprimer toutes les exonérations inutiles, de détaxer plus largement la petite épargne et d'encourager les donations aux jeunes. Une telle refonte de l'imposition du capital aurait constitué un levier puissant de relance de l'investissement.

Malheureusement, le projet de loi de financement de la sécurité sociale 2018 prévoit un alourdissement du régime de la CSG sur les produits d'épargne. On essaye de mettre fin au mécanisme de taxation au taux historique. Les PEA mais aussi l'intéressement et la participation logés dans des Plan d'Epargne Entreprise pourraient être taxés au taux unique de 17,2% quelle

que soit la date d'achat des titres. En 20 ans le taux de prélèvement social sur les revenus du capital est passé de 0,5% à 15,5%. Il atteindra les 17,2% l'année prochaine !

**La surtaxation actuelle du capital en France** s'oppose à l'investissement et à la croissance, sans rendre pour autant la fiscalité plus juste avec des taux d'imposition prohibitifs et la multiplication des niches fiscales.

### **La stigmatisation anti riches a pris des proportions ahurissantes**

**Parmi les « experts » très souvent invités sur les plateaux de télévision** et à la radio on peut citer: Jacques Delpla professeur associé à l'école d'économie de Toulouse avait proposé de « Gommer la dette publique d'un coup chiche ». Il proposait une taxe de 17% sur les patrimoines s'appliquant au delà de 30 000€ qui équivaldrait au montant de le dette ! Cet ISF généralisé soulagerait la jeune génération d'un fardeau paralysant....

Yann Galut ex député PS du Cher avait travaillé sur la taxation des revenus des exilés fiscaux. Il proposer de lkes taxer sur la base de "la fiction de la résidence continuée". La taxe viserait à "imposer les revenus des exilés comme ceux des résidents pendant les dix années suivant leur transfert à l'étranger" . Dans sa grande sagesse Bercy avait répondu que vu la complexité de la chose, la mesure n'était pas envisageable pour le moment.

Thomas Piketty dans son livre « Pour une révolution fiscale... » avait proposé en France, un impôt supplémentaire pour les propriétaires de logement, au prétexte que ne payant pas de loyers ils touchent l'équivalent d'un revenu, lequel doit être soumis à l'impôt ! Cette proposition témoigne d'un stupéfiant mépris de la propriété privée.

### **Il faut des riches pour vaincre le chômage et la pauvreté**

**Pendant ce temps, les BAC - 15 que nous importons bénéficient de la CMU** et d'une mutuelle gratuite alors que 5 millions de français n'ont pas de mutuelle, trop « riches » pour bénéficier de la mutuelle CMU, mais trop « pauvres » pour s'en payer une.

**Notre fiscalité est schizophrène.** Elle matraque ses autochtones et fait les yeux doux aux non résidents, provoquant la fuite des premiers et de leurs capitaux. Rassurez vous, compte tenu du macronisme fiscal il n'y a aucun risque d'être envahi par « les riches »

**Une seule chose est sûre** tant que l'on essaiera d'encourager le talent et l'innovation sans traiter le volet fiscal il y a très peu de chances que ceux qui ont réussi restent en France. Tant que l'on continuera à stigmatiser la finance, les riches, les exilés fiscaux,

tous ceux qui ont été obligés de partir ne reviendront pas. N'ayez pas peur, l'immigration massive des riches ne se produira pas....